



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le portail de l'Économie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics

MENU

MENU

A+ A-

Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Accueil du portail > DGCCRF > Amende de 182 000 € prononcée à l'encontre de la société ALTEO GARDANNE (numéro de SIRET 41012794800058)

Amende de 182 000 € prononcée à l'encontre de la société ALTEO GARDANNE (numéro de SIRET 41012794800058)

En application des dispositions de l'article L. 441-6 VI du code de commerce, une amende administrative de 182 000€ a été prononcée par la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Provence-Alpes-Côte-d'Azur à l'encontre de la SASU ALTEO GARDANNE pour des retards dans le paiement des factures de ses fournisseurs, en violation de l'article L. 441-6 I, al. 11 et al. 9 du code de commerce. La constatation de ces retards a été effectuée par les services de la DIRECCTE dans le cadre d'une enquête lancée par la DGCCRF sur le respect des règles du code de commerce en matière de délais de paiement.

Politique de confidentialité

Personnaliser



Le portail de l'Économie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics

MENU

MENU

A+ A-

Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Accueil du portail > DGCCRF > Amende de 182 000 € prononcée à l'encontre de la société ALTEO GARDANNE (numéro de SIRET 41012794800058)

Amende de 182 000 € prononcée à l'encontre de la société ALTEO GARDANNE (numéro de SIRET 41012794800058)

En application des dispositions de l'article L. 441-6 VI du code de commerce, une amende administrative de 182 000€ a été prononcée par la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Provence-Alpes-Côte-d'Azur à l'encontre de la SASU ALTEO GARDANNE pour des retards dans le paiement des factures de ses fournisseurs, en violation de l'article L. 441-6 I, al.11 et al. 9 du code de commerce. La constatation de ces retards a été effectuée par les services de la DIRECCTE dans le cadre d'une enquête lancée par la DGCCRF sur le respect des règles du code de commerce en matière de délais de paiement.

Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ce que vous souhaitez activer ☒ OK, tout accepter ☐ Personnaliser

Politique de confidentialité

Hauteur de page

Partager la page



Mentions légales & infos pratiques

- [Contact](#)
- [Plan du portail](#)
- [Mentions légales](#)
- [Politique de confidentialité](#)
- [Accessibilité](#)
- [Évaluez le portail](#)
- [Répertoire des informations publiques](#)
- [Documents opposables](#)

Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ce que vous souhaitez activer ✓ OK, tout accepter **Personnaliser**

[Politique de confidentialité](#)

[Haut de page](#)